

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 8

Loi modifiant la Loi des collèges d'enseignement
général et professionnel

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. JACQUES-YVAN MORIN

Ministre de l'éducation

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 8

NOTES EXPLICATIVES

Le présent projet de loi autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à déterminer les conditions d'admission aux collèges d'enseignement général et professionnel des étudiants venant de l'extérieur du Québec.

Il autorise également le lieutenant-gouverneur en conseil à prescrire les frais de scolarité qu'un collège doit percevoir de ces étudiants.

Art. 1. *L'article 24 de la loi se lit actuellement comme suit :*

«**24.** Un collège ne peut exiger aucune rétribution pour les cours qui y sont donnés à un étudiant dont l'occupation principale est d'y recevoir en personne l'enseignement général ou professionnel de niveau collégial visé à l'article 2.

Un collège ne peut exiger aucune autre rétribution ni le paiement d'autres frais si ce n'est en vertu de règlements qu'il adopte à cette fin et qui sont approuvés par le ministre.»

Projet de loi n° 8

Loi modifiant la Loi des collèges d'enseignement
général et professionnel

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 24 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (1966/1967, chapitre 71) est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants: 1966/1967, c. 71, a. 24, mod.

«Toutefois, sur la recommandation du ministre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement: Exception et réglementation.

a) déterminer les conditions d'admission des étudiants venant de l'extérieur du Québec;

b) prescrire les frais de scolarité qu'un collège doit percevoir de ces étudiants et en fixer les modalités de paiement;

c) définir, aux fins du présent article, l'expression «étudiants venant de l'extérieur du Québec».

Les règlements faits en vertu du présent article n'entrent en vigueur qu'après leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*. Publi- cation.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction. Entrée en vigueur.